

Conférence, qui était à l'origine un processus, a commencé, en 1990, à se transformer en institution en établissant un petit secrétariat à Prague, un Centre de prévention des conflits à Vienne et un Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme à Varsovie. Un Conseil des ministres des Affaires étrangères et un Comité des hauts fonctionnaires ont également été établis. La CSCE a par la suite créé un poste de secrétaire général ainsi qu'un poste de haut-commissaire pour les minorités nationales. Les représentants de la CSCE se réunissent de façon régulière à Vienne.

La CSCE concentre beaucoup de ses efforts sur la prévention et la gestion des conflits en Europe; elle se penche autant sur les causes, en portant une attention plus grande à la question du développement démocratique et des droits de la personne, que sur les symptômes en menant des missions opérationnelles. La CSCE déploie un peu partout en Europe — en Estonie, en Moldavie, au Tadjikistan, en Géorgie et en ex-Yougoslavie — des missions d'enquête, de conciliation, de soutien des sanctions et de prévention des conflits. Des Canadiens participent à plusieurs de ces missions.

## FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le FMI a été créé en 1945 pour promouvoir la coopération monétaire internationale et le commerce mondial par une plus grande ouverture et une plus grande stabilité du système international des paiements. Le Fonds offre un soutien financier aux pays membres qui éprouvent des difficultés de balance des paiements et il les aide à améliorer leur gestion économique. Il supervise aussi le fonctionnement du système monétaire international.

Le FMI compte 177 États membres, dont le Canada. Son directeur général est M. Michel Camdessus, de la France. Le Canada est représenté au Conseil des gouverneurs par le ministre canadien des Finances et il siège également au Conseil d'administration.

## FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)

Le FEM a été établi en novembre 1990 sous forme d'un projet pilote de trois ans pour fournir du financement aux pays en développement afin qu'ils puissent entreprendre des projets bénéfiques sur quatre aspects de l'environnement planétaire : les changements climatiques, la diversité biologique, la gestion des eaux internationales et l'appauvrissement de la couche d'ozone. (Il s'applique seulement aux pays qui ne peuvent se prévaloir de l'aide financière du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal.) La Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour le développement sont chargés d'administrer le Fonds. La contribution du Canada à la phase pilote, incluant le financement de base et le cofinancement, totalise 25,2 millions \$.

Le FEM a été désigné comme mécanisme financier intérimaire des Conventions-cadres sur les changements climatiques et sur la diversité biologique. Les discussions sur la restructuration du FEM devraient se terminer à la fin de 1993. Elles porteront en partie sur les dispositions des conventions-cadres relatives à un mécanisme financier, constitué sur la base d'une représentation universelle et dans le cadre d'une structure de gestion équilibrée, démocratique, équitable et transparente. Les discussions sur la reconstitution des fonds du FEM pour la période 1994-1996 se termineront elles aussi en 1993.

## GROUPE DE CAIRNS

Le Groupe de Cairns rassemble treize pays de petite et moyenne tailles (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay) qui exportent des produits agricoles et dont l'objectif commun est de promouvoir une réforme du commerce agricole. Le Groupe tient son nom de la ville de Cairns, en Australie, où a eu lieu, en 1986, sa première réunion de niveau ministériel.